



**Ministère de la Promotion des Investissements,  
des Partenariats et du Développement des  
Téléservices d l'Etat**

**Direction des Stratégies et de la Prospective**

## **VEILLE ECONOMIQUE ET FINANCIERE (SEMAINE DU 19/11 AU 23/11/2018)**

### **ACTUALITE INTERNATIONALE**

#### **Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques**

L'OCDE a révisé ses prévisions de croissance à la baisse pour 2019, passant de 3,7% à 3,5%. Le ralentissement de l'économie pourrait être plus brutal que prévu si les risques s'accumulent encore dans les prochains mois. La recrudescence des tensions commerciales, le durcissement des conditions financières et l'exacerbation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et au Venezuela font partie des principales craintes de l'institution internationale.

L'économie mondiale risque de s'essouffler dans les deux années à venir. Selon les dernières prévisions de l'OCDE publiées ce mercredi, la croissance devrait passer de 3,7% en 2018 à 3,5% en 2019 et 2020. Pour la cheffe économiste de l'institution internationale arrivée au mois de juin dernier, Laurence Boone, « la croissance du PIB mondial est élevée, mais a probablement atteint son pic. » Avec ces nouveaux résultats, les

experts de l'OCDE abaissent leurs prévisions économiques par rapport aux projections du mois de septembre dernier. Il y a deux mois, ils tablaient encore sur une croissance de 3,7% l'an prochain contre 3,9% au printemps dernier. Après le Fonds monétaire international (FMI) il y a quelques mois, l'OCDE multiplie les craintes sur l'activité mondiale.

#### **Un rythme de croissance modéré**

Les projections des économistes indiquent que l'évolution du PIB diffère selon les pays et les secteurs d'activité contrairement à l'expansion généralisée de l'année 2017. Aux États-Unis, la croissance devrait marquer le pas, passant de près de 3% en 2018 à un peu plus de 2% en 2020.

Après une croissance exceptionnelle en 2017 de 2,5%, le PIB, de la zone euro devrait tomber à 1,9% en 2018, 1,8% en 2019 et 1,6% en 2020.

Pour la Chine, l'OCDE anticipe une diminution du PIB, passant de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018, 6,3% en 2019 et 6% en 2020.

**Source : La TRIBUNE**

## **ACTUALITE AFRICAINE**

### **Télécoms : la Chine à l'assaut de l'Afrique**

Depuis une quinzaine d'années, les groupes chinois multiplient les investissements dans les équipements télécoms et autre câbles sous-marins en Afrique. Aux yeux de Pékin, ces infrastructures sont essentielles pour soutenir ses activités dans d'autres secteurs clés du continent, à l'instar des mines ou de l'agro-business.

Ils sont venus en force. Au Cap (Afrique du Sud), la semaine dernière, les entreprises chinoises étaient particulièrement nombreuses à Africom, le plus grand événement dédié aux télécoms africaines. Équipementiers, opérateurs, spécialistes de la fibre optique ou des antennes mobiles, les industriels chinois sont venus en masse pour présenter leurs produits et, bien sûr, les écouler.

Parmi les grandes entreprises chinoises présentes en Afrique, les équipementiers Huawei et ZTE font figure de leaders. Au Nigeria, au Congo, au Mali, au Cameroun, en Côte d'Ivoire ou encore en Tunisie, les deux géants ont multiplié, ces dernières années, les chantiers de déploiement de fibre optique et d'autres infrastructures dédiées à l'Internet fixe ou au mobile.

La carte des câbles terrestres et sous-marins de China Telecom illustre la politique économique de Pékin, qui veut écouler plus de marchandises et de services en Europe et en Afrique.

En Afrique, le déploiement des infrastructures télécoms est jugé

essentiel par Pékin pour se développer dans des secteurs stratégiques, comme les mines et l'agro-business.

Les investissements chinois dans les télécoms africaines devraient se poursuivre dans les années à venir, dans le sillage de l'essor d'autres activités industrielles. En septembre dernier, Xi Jinping, le Président chinois, a affirmé que l'empire du Milieu consacrerait 60 milliards de dollars au développement économique du continent. Toutefois, « l'aide » chinoise fait de plus en plus grincer des dents. De nombreux observateurs fustigent la politique de Pékin, qui repose souvent sur des prêts aux États. Ces derniers se retrouvent parfois dans une inquiétante situation de dépendance économique. La dette publique extérieure de Djibouti a bondi de 50% à 85% du PIB en deux ans.

## **ACTUALITE NATIONALE**

### **Diamniadio étrenne sa plateforme industrielle**

Le chef de l'Etat, Macky Sall, a présidé ce jeudi la cérémonie officielle d'inauguration de la Plateforme industrielle de Diamniadio, présentée comme « un des principaux leviers de la politique industrielle du Plan Sénégal émergent (PSE) ».

Selon le chef de l'Etat, cette infrastructure industrielle moderne et de dernière génération fait partie des Plateformes industrielles intégrées qui constituent un des principaux leviers de la politique industrielle du Plan Sénégal Emergent (PSE). Elle a pour objectif de créer les conditions pour l'émergence et le développement d'une zone d'attrait aux investissements directs et étrangers, de compétitivité et

de création massive d'emplois avec des effets d'entraînement comme la réduction du déficit de la balance commerciale.

C'est la première phase, d'un coût d'une vingtaine de milliards de nos francs et entièrement financée par l'Etat.

La deuxième phase sera financée à hauteur de 60 milliards de francs CFA par la Chine. Cette plateforme a pour vocation de créer 15.000 emplois directs et 8.000 emplois indirects.

#### **Source : IGFM**

**Sénégal : les industries extractives ont rapporté 126,7 milliards de FCFA (193,2 millions d'euros) à l'État en 2017, selon l'ITIE**

Le gouvernement sénégalais a levé 193,2 millions d'euros de recettes auprès du secteur extractif en 2017. Si le poids de ce dernier demeure marginal en termes de contribution au PIB et d'emploi, il devrait croître avec la découverte du gisement gazier de Grand Tortue-Ahmeyim, entre le Sénégal et la Mauritanie.

Au Sénégal, les revenus du secteur extractif ont atteint 126,7 milliards de francs CFA (193,2 millions d'euros) en 2017, soit une hausse de 8,5 % par rapport à 2016. C'est la principale conclusion du rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) du Sénégal consacré à l'année 2017.

Le secteur minier reste le premier contributeur au revenu extractif entrant dans le budget de l'État avec

un total de 96,9 milliards de F CFA, soit 89,2 %. La contribution du secteur pétrolier atteint 11,7 milliards de FCFA, représentant 10,8 % du total des revenus extractifs.

#### **Source : Jeune Afrique**